JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°212572 - 79EME ANNÉE

« Stop Wuambushu! Plus jamais ça! »



Ce samedi 10 juin matin à Saint Denis, se tenait le troisième rassemblement pour dire stop à l'opération Wuambushu qui se déroule actuellement à Mayotte.

Le 21 avril dernier, symboliquement le lendemain de la fin du Ramadan, le gouvernement français, sous la pression de quelques élus mahorais, donnait le coup d'envoi d'une vaste opération destruction de cases et de déportation de la population. Plusieurs organismes français et comorienne, ainsi que des OGN, avaient instamment demandé à La France de renoncer à ce projet, en vain. A La Réunion, Le Mouvement Réunionnais Pour la Paix réclamait le dialogue au lieu de la violence gratuite.

L'opération a finalement bien été lancée et se maintient malgré l'amateurisme flagrant de son organisation. Depuis son lancement la situation sur place est encore plus catastrophique qu'avant. Cette opération était sensée ramener la sécurité mais les conflits et altercations publiques sont d'autant plus nombreuses, les forces de l'ordre se heurtent à une population hostile et prête à se battre. Les « décasages », quand elles ne sont pas interdits par la justice, sont empêchées par la population, et quand elles ont lieu, même ceux qui sont en situation régulière se font casser leur case. La population se retrouve dans une situation de précarité et d'insécurité encore jamais vu. Le constat est le même du côté des expulsions du pays.

Si auparavant les déportations vers les Comores étaient de l'ordre de 400 par semaine, cette fois-ci le port d'Anjouan est fermé aux sans-papiers et les déportations ne peuvent plus se faire. La conséquence fait vite sentir à Mayotte, surpopulation carcérale explose et les agents pénitenciers se mettent en congé font grève pour dénoncer des conditions de travail intenables. demandent du renfort, qui peine à arriver. La population sous pression en vient jusqu'à bloquer le centre de santé, privant tout le monde de soin.

Devant cette situation, une cinquantaine de réunionnais, de tous horizons, citoyens, syndicats, associations, partis politiques dont le Parti Communiste Réunionnais, a défilé dans les rues de la capitale ce samedi matin. Les pas étaient rythmés au slogan : « Stop Wuambushu! Plus jamais ça! ».



La marche a été clôturée par de nombreuses prises de paroles. Nous avons notamment pu entendre l'expression de, MZE SAID SAUD FATIMA, arrière petite-fille du sultan SAID ALI qui était déporté sur notre île dans les années 1900 jusqu'en 1912. Elle implore d'arrêter cette ignominie ainsi que les nombreuses atteintes faites aux comoriens qui vivent à Mayotte. Il est temps effectivement d'arrêter cette mascarade et d'ouvrir enfin le dialogue!

Correspondant.

Légende de la photo : un représentant de la communauté comorienne, Julie Pontalba, conseillère municipale, et Nathalie Ethève-Merlac, secrétaire de notre Mouvement pour la paix.

« Vous êtes devenus complètement fous »!

Jeudi 8 juin 2023, Bertrand Plancher s'est emporté à l'Assemblée Nationale en ces termes : « Vous nous avez empêché de voter. Vous avez osé le faire. Mais, vous êtes devenu complètement fou ». La Présidente n'a pas bronché. Elle n'a même pas réclamé des excuses.

Juste avant, le Député a déclaré : « Et, ici, la Présidente de l'Assemblée Nationale, en premier lieu, accepte délibérément de s'autocensurer. Non seulement, vous avez jugé

irrecevables nos amendements de rétablissement, mais vous êtes allés plus loin en censurant nos amendements. Cela ne l'avait jamais été fait de toute notre Histoire. Nous savons tous qu'il existe une règle en démocratie, une règle d'or, le parlement vote la loi, c'est l'article 24 de la Constitution. »



Cette situation dégrade l'image de la France. Le monde entier observe un Exécutif qui sombre dans la manipulation pour éviter la sanction des législateurs. Nous sommes loin de 1969 lorsque De Gaulle démissionne quand son « projet de loi relatif à la création de régions et à la rénovation du Sénat » n'a pas reçu l'adhésion populaire. On savait la France en déclin, à l'extérieur, mais, en interne, elle enchaîne les catastrophes.

Le ministre de l'intérieur entraîne la France dans une opération militaire à Mayotte : « *Poursuivez-les ! Tuez-les !* ». Cette apologie de crime a mis le projecteur sur une séquelle de la France coloniale, aggravant le fossé avec l'Union Africaine présidée actuellement par le Chef d'Etat comorien.

On est surpris par tant de fantaisie. En passant, l'auteur de l'opération manquée a ouvert une crise diplomatique avec l'Italie après avoir traité sa Première Ministre « d'incapable » dans la gestion des migrants. A nouveau, il vient de se distinguer en Nouvelle-Calédonie, en essayant d'imposer aux indépendantistes l'agenda et l'orientation de la France.

Vis-à-vis du reste des Outre-Mers, le secrétaire d'Etat Carenco et le Ministre de l'Economie. Lemaire, ont fait des déclarations sur la cherté du coût de la vie, comme priorité. On retiendra l'éternel discours sur la fiscalité qui impacte la structure des prix et le dialogue pour geler les prix sur certains produits. Pourtant, en 1999, le Député Elie HOARAU a fait adopter un amendement intitulé : « Création d'un Observatoire des Prix et des Revenus ». Une demande pour faire la transparence sur la formation des prix et d'harmoniser en conséquence les revenus. Inscrit dans la loi d'orientation de l'Outre-mer, le décret d'application a été pris 10 ans plus tard! Totalement vidé de son contenu.

Ainsi, 23 ans après, il est décevant d'entendre les mêmes rengaines. Si dans le dossier de la retraite à 64 ans, Bertrand Plancher s'exclame que la France est gouvernée par des fous, que dire des Ministres éphémères qui nous empêchent de faire la transparence sur les prix et les revenus, et trompent sciemment l'opinion sur le pouvoir d'achat?

Ary YEE-CHONG-TCHI-KAN

Hommage à Raymond Vergès : La section PCR de Saint-André salue la décision du conseil municipal

Le Dr Raymond Vergès nous quittait- à Saint-André - le 2 juillet 1957. Médecin, conseiller général et maire de la commune, député de la Réunion, il fut aussi l'un des pères de la loi du 19 mars 1946 érigeant notre ile en département français, ce qui a permis à sa population de sortir progressivement de la misère coloniale.

En dépit de sa carrière impressionnante et de son investissement historique pour son pays, le Dr Raymond Vergès avait été complètement oublié, ignoré à Saint-Andrécommune qu'il a dirigé pendant 10 années -



par les municipalités successives, depuis sa mort. Il y a 66 ans cette année!

Ce manquement inexcusable est aujourd'hui corrigé. Réuni ce vendredi 9 juin, pour l'examen de divers points, le conseil municipal a décidé - à l'UNANIMITE - de rendre hommage au Dr Raymond Vergès. Une Avenue portera prochainement son nom. Il aurait été injuste de continuer à l'ignorer.

La Section de Saint-André du PCR salue avec satisfaction la décision de la municipalité d'honorer la mémoire de cet éminent personnage qui a marqué de son empreinte notre commune et l'Histoire de la Réunion.

Il est à souligner que ce choix légitime répond à la persévérance de l'action menée, tant à Salazie qu'à Saint-André, par notre camarade Paul Dennemont qui - au-delà de toute considération politique - a toujours milité en ce sens, pour que notre Histoire ne s'étouffe pas.

Le Dr Raymond Vergès reste 66 ans après sa disparition, une source d'inspiration et un exemple pour les jeunes générations.

Le Secrétaire de Section Jacky The Seng



Sinkantan dopi dèrnyé déportassion in lévènman komémoré dann lil Maurice.

Somenn issi dann Maurice lo GRC (groupe réfugiés chagos)i sava komémor in date lé pa ordinèr : sète lo dernyé konvoi bande zégzilé shagossien la sorte laba dann Peros Banos dann la kal in bato Lo Nordvaer pou in voiyaz san rotour. Nui-la pars sa éspass inn nuite lo dèrnyé konvoi bande déporté la kite Peros, pou alé Maurice dann in déportassions san fin ziska zordi.

Pöu Olivier Bancoult, président du GRC, sé in l'okazion pou fèr konète ankor myé listoir lo pèp shagossien. Néna plizyèr témoignaz lé prévu ; an parmi sète lo kapitène le Norvaer, ankor vivan zordi, épi k'i viv dann bannzil Sésèl. Li va rakonte dann in l'anrozistroman koman dèrnyé voiyaz-la la éspassé.

La déportassion bande shaqossien dopi zot bannzil natal ziska bannzil Sésèl épi lil Maurice sa la éspass dopi sinkantan, toussa pou bande zanglé épi bande zamérikin fé in gran baz militèr dann Diégo Garcia lo pli gran anparmi bannzil Chagos-in baz dopi tan-la la ansèv pou agrèss bann pèp, é mèm konm prizon pou bande solda kaptiré

téi sorte L'afghanistan.Lo Groupe Réfugiés Chagos i ve fé in rapèl mémoriel dsi in l'événman dramatik : in pèriod listoir toute demoune i doi konète pars sé in gran krime lo gouvèrnman britanik épi américain la komète an déportan la totalité d'in pèp dopi son bannzil natal ziska Maurice épi lé Sésèl.

Biensir la pa in l'okazion pou fé la fète ; I fète pa la déportassion d'in pèp,i fète pa nonpli toute bande viktime antéré dann Maurice, dann Sésèl épi dan d'ote landroi, i fète pa kan in kantité d'moune lété dann prizon san ké zot la fé in kékkonke krime, in kélkonke déli. Sinploman in moman listoir in pèp viktme la dominassion dë grande puissans é sa i mérite demoune i koné.

A bon antandèr, salu!

NB inn délégassion rényoné solidèr va assist bande zévènman.

Justin



Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès 74ème année

Directeur de publication :

1944-1947: Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès; 1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977: Jean Slmon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél: 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433